



## La culture, une affaire québécoise selon la section Québec du NPD

**Montréal, le lundi 8 juin 2009** – Tandis que Michael Ignatieff refuse de poser des gestes concrets suite à la reconnaissance du Québec comme nation, la section québécoise du NPD prend une toute autre direction. En effet, les néo-démocrates veulent que le Québec soit seul maître d'œuvre dans le domaine culturel, une revendication portée par les quatre partis à l'assemblée nationale. *« Au delà des mots, il faut être capable d'exprimer réellement en quoi consiste le concept de nation québécoise, lance Françoise Boivin, présidente de la Section Québec du NPD. Les libéraux d'Ignatieff n'offrent que du vent. Le symbole c'est bien, mais ensuite? Rien, du vide. De notre côté, nous appuyons et nous serons porteurs des aspirations des Québécois pour qui la culture est – évidemment – une pièce centrale de notre identité. Si la culture n'est pas au cœur de cette nation, alors quoi d'autre? »*, s'interroge la présidente.

Pour cette leader, c'est au Québec que devrait se gérer l'ensemble des programmes et du financement liés aux arts. Un transfert qui permettrait au Québec d'avoir une réelle autonomie sur ces questions, sans pour autant ouvrir la boîte de pandore constitutionnelle. *« On ne veut pas se lancer dans des rondes de négociations à n'en plus finir, on veut des résultats. Changer les choses rapidement et combler cette revendication qui fait l'objet d'un large consensus chez nous. À ce chapitre, une entente administrative est bien suffisante »*, d'expliquer la présidente. Dans son projet de transfert, la branche québécoise du NPD prévoit l'exclusion de Radio-Canada et de l'ONF, afin de conserver communes les ressources qui servent directement à la production culturelle.

### Travailler en français

Tout comme la culture, la langue est constitutive de la notion de nation selon le NPD au Québec. En ce sens le NPD déposera à l'automne un projet de loi afin de modifier la Loi fédérale du travail. Contrairement au Bloc qui souhaite bouleverser la Loi sur les langues officielles, ce qui aurait un impact sur les anglophones du Québec et sur les francophones des autres provinces, les néo-démocrates visent à modifier la Loi fédérale sur le travail afin de s'assurer que quiconque au Québec puisse travailler en français, que la Charte de la langue française s'applique à tous et que la convention collective, ainsi que les communications avec l'employeur puissent se faire en français. *« Pourquoi un employé qui travaille dans une banque aurait moins de droits quant à sa langue de travail qu'un employé d'une Caisse populaire? C'est absurde. Il faut que la défense du français s'applique partout. Et on sait à quel point la vitalité du français en Amérique passe par les lieux de travail. C'est une mesure essentielle que nous proposons ici et cela démontre que le NPD est la seule alternative fédéraliste qui protège les intérêts de tous les Québécois »*, de conclure Françoise Boivin.

- 30 -

Pour information, contactez :

Alexandre Boulerice, vice-président communications NPD section Québec [medias-qc@npd.ca](mailto:medias-qc@npd.ca)